Document généré le 17 mai 2025 04:07

Recherches sociographiques

L'envol du Québec anglais

Jean-Jacques Simard

Volume 27, numéro 2, 1986

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056210ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056210ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Simard, J.-J. (1986). L'envol du Québec anglais. *Recherches sociographiques*, *27*(2), 275–286. https://doi.org/10.7202/056210ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'ENVOL DU QUÉBEC ANGLAIS

Ronald RUDIN, *The Forgotten Quebecers*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986.

L'historiographie prend la couleur du milieu dont elle sort et donne la sienne à celui dont elle parle. Jusqu'à ces dernières années, l'histoire des Québécois anglais, vue du Canada, se confondait à celle des bâtisseurs de l'Empire du Saint-Laurent (tels que dépeints par Donald Creighton, bien entendu, mais aussi par Harold Innis). Vus du Québec français, ils ressemblaient davantage aux *Canadians* d'un Michel Brunet, pour ne pas dire aux *Rhodesians* que cinglait Jacques Ferron. Les faits ont moins d'importance que ce qu'on leur fait dire : tenez, au début du siècle, les *Golden Milers* de Montréal possédaient 70% de la richesse canadienne, ce qui prouve bien que tout le monde avait raison. Et puis, au virant de 1970, les mots *Red Rose* se sont mis à évoquer Paul et Jacques plutôt qu'une marque de thé. Cette glissade sémantique a facilité le recentrage des perspectives historiographiques. Les caravanes westmountoises ont laissé derrière elles quelques maisons vides et beaucoup d'« Anglais » qu'on découvrit minoritaires, ordinaires et ethniquement divers.

Parmi les découvreurs — et voilà encore de l'inédit — d'aucuns surgissent des rangs même de ces nouvelles masses. Ronald Rudin en est un ; professeur d'histoire à Concordia, il a choisi de publier son cours sous l'*imprimatur* de l'I.Q.R.C., et sous une couverture jaune-banane à lettres roses-nanane d'un effet si bonbon qu'on voudra l'acheter par pure gourmandise. Derrière ses *Forgotten Quebecers*, on en voit plutôt, du siège où je me tiens, qui avaient oublié qu'ils étaient Québécois ; mais laissons ces récriminations d'autrefois. Depuis qu'Éric Kierans a rendu sa bague de fiançailles à René Lévesque, les « Anglais » et les « Français » du Québec se lorgnent mutuellement avec les gros yeux ourlés de reproches des amoureux en brouille. Cela vaut quand même mieux qu'au temps où le droit de cuissage présidait aux accouplements de leurs arrière-grands-parents. Mais les antiques abrasions restent mal cicatrisées, ce qui

fait qu'on s'approche délicatement, en présentant patte blanche chez les « Anglais » et, chez les « Français », le Sacré-Cœur saignant bien en évidence.

Comme farine à blanchir les pattes d'une confrérie qui a laissé trop de noms propres aux rues et aux villes du pays, rien ne vaut l'anonymat statistique des recensements et des élections : c'est, à peu de choses près — à part un éditorial ou un discours cités ici ou là — autour de ce genre de données que Rudin organise ses propos. Pour garnir d'un peu de chair les ossatures radiographiées en vingt-trois tableaux, quatre graphiques et trois cartes, l'auteur et l'éditeur ont eu la bonne idée d'ajouter trente-huit photographies et illustrations historiques, où l'on pourra constater *de visu* que le poète aurait eu raison d'écrire :

> Ils avaient, pauvres ou riches, tous de sombres visages,
> Même que ça leur donnait l'air plus vieux que leur âge ;
> Ils ne connaissaient pas les vêtements sans pressage,
> *But what these people shared was a common language.*

Corbeaux et Townshippers

Rudin s'avoue « convaincu que le Québec de langue anglaise a besoin d'un solide sens de sa propre histoire pour se situer dans la vie de la Province de manière à y jouer un rôle constructif » (p. 21).[1] Puisque cela presse, il n'a pas pris le temps de fouiller les archives, et se contente d'espérer que son travail contribuera à stimuler les études à venir.[2] Il part, bien sûr, de la démographie, et c'est ce qui l'amène à faire tourner l'histoire des « Anglais » (le saint homme n'utilise jamais le mot anglophone — qu'il en soit béni) autour d'un pivot : 1867, la Confédération. *Avant*, leur poids démographique avait sans cesse crû jusqu'à atteindre 25% de la population du Québec ; *après*, leur fief entrera en déclin relatif et constant (11% en 1981). *Avant*, ils étaient à 95% issus des Îles Britanniques et chrétiens ; *après*, ils absorberont linguistiquement toutes sortes d'ethnies européennes, les Juifs et les croyants d'autres confessions. *Avant*, ils tenaient confortablement les Cantons-de-l'Est, avaient pied-à-terre à Québec, en Gaspésie, en Outaouais ; *après*, ils se replieront sur Montréal jusqu'à ce que les trois quarts d'entre eux y résident. De fait, leur nombre absolu croît jusqu'en 1971, alors que l'hémorragie commence ; mais la courbe de leur importance relative à la population totale présente l'aspect d'une montagne aux flancs abrupts dont le pic se situe autour de 1855. Comme stratégie démographique, la Revanche des berceaux a triomphé de l'assimilation des immigrants.

Si seulement les « Anglais » avaient prêté attention aux statistiques, ils auraient été plus délibérément hospitaliers envers les immigrants. Car ces derniers ont été absorbés de façon plus osmotique que volontaire. Les Irlandais

1. Partout où je cite, j'ai traduit.

2. À la fin, il suggère des lectures et des questions.

ont traîné longtemps à Griffin Town et dans l'Outaouais, et les Juifs ont aussi fait leur purgatoire. Tout compte fait, en 1981, sur 706 115 Québécois qui s'annoncent de langue maternelle anglaise, 60% sont d'origine britannique, 10% juive (si on peut parler d'origine à leur propos) et 30% d'une autre identification. Le noyau majoritaire chez ces derniers ? Les Italiens et les Grecs (92 000) ? Non. Les Noirs et Orientaux (20 000) ? Non. Vous avez deviné : ils s'appellent Joseph H. « Bud » Poitras et Louie R. Booliann, *half-decent frogs* (comme disait fièrement l'un d'eux l'autre jour, haut-fonctionnaire fédéral), et ils sont cent milliers bien ronds. Par contre, nous avons nos Ryan et nos Sylvain (nés Sullivan) et Abraham Martin, celui des tristes Plaines où Montcalm a perdu sa perruque (et moult jeunes gens, depuis, leur innocence), qui était Écossais d'origine. [3]

Les officiers coloniaux du général Wolfe comptaient sur les habitants des colonies américaines pour peupler le Canada. Mais cet influx ne s'est guère matérialisé et il a fallu bâtir le nid du Canada anglais avec des soldats et avec les « Corbeaux » qui suivaient les troupes, les *camp followers*, selon le mot de l'auteur. Reconvertis du charognage aux fourrures, au bois, aux pêcheries, puis dans la banque, ils fonderont quelques grandes familles bourgeoises de Montréal. Belle ascension, depuis le temps où le gouverneur Murray les traitait de « *most cruel, ignorant, rapacious fanatics that ever existed* » (cité, p. 50). Rudin ne semble pas les aimer beaucoup, non plus ; car il se doute bien que c'est dans leur orbite que se constitueront la réalité et l'image des « maudits Anglais » ; alors, il insiste beaucoup sur la basse-cour : les « poulets » Plymouth Rock, pas si loyalistes que ça (les *vrais* loyalistes sont allés s'établir en Ontario), venus des États-Unis coloniser les Cantons-de-l'Est ; les Leghorns écossais qui pondent dans Argenteuil ; les Bendays irlandais, les Puffins de Gaspésie et des Îles, sans parler bien sûr des autres espèces comestibles : gefiltefish juifs, poulets à la Marengo, bœufs Romanov, et autres moutons-à-souvlaki.

Si on tord le bras de l'historien, il avouera un petit penchant pour les gens des Cantons-de-l'Est : Américains et Anglais, libéraux de pensée et démocrates, industrieux en ville comme en campagne, tolérants envers la diversité confessionnelle, ils se tiennent sur leurs propres jambes, se donnent des institutions autonomes (écoles, journaux, université, etc.) ; bref, ils offrent l'exemple d'une autre identité authentiquement anglaise et bien québécoise à opposer aux clichés inspirés par les « Anglais » de Westmount, enrichis par le commerce impérial, privilégiés et superbes, incapables de dire « bonnejiurre » à leurs domestiques, après sept générations. Bon, mettons, il y a parmi les *Townshippers* quelques pommes pourries, quelques Galt, associés à la British North American Land Company, accaparant à eux seuls autant de terres que toute la superficie effectivement emblavée des Cantons-de-l'Est et de l'Outaouais pris ensemble.

3. Mais j'y pense : où se trouvait au juste, vers cinq heures ce matin-là, le sieur Abraham ?

Mais les pires de la bande sont encore des « Corbeaux » qui ont sauté sur le pactole après s'être plaints de ce que Londres n'encourageait pas assez la colonisation, et qui, sous le prétexte hypocrite de neutraliser démographiquement les « Cochons » (à ragoût de pattes) excités par Papineau, en profitent pour exploiter leurs propres congénères. Mais pourvu de ne pas trop s'obstiner sur ce genre de bavures, on découvre une anglicité bien différente des lieux communs :

> « Au moment de la Confédération, il y avait encore des parlant-anglais intéressés au commerce international, mais la majorité se préoccupaient d'agriculture, de pêche, ou de simple survie. Certains se concevaient Américains, d'autres Irlandais, d'autres encore Écossais ; d'aucuns étaient catholiques tandis que d'autres appartenaient à diverses confessions protestantes ; la plupart s'identifiaient à la région du Québec où ils vivaient. Établis au Québec, ces gens de langue anglaise traitaient les uns avec les autres et avec la majorité française sur la base de ces diverses identités. » (P. 67.)

CROA ! CROA ! Qu'est-ce que c'est ? C'est le vent, ne craignez rien.

Businessmen et porteurs d'eau

Et pourtant... sur la Place d'Armes, à Montréal, c'est l'édifice de la Bank of Montreal et non des moulées Purina qui fait face à la Basilique Notre-Dame : Rudin souligne lui-même la coïncidence, tout en attribuant à des auteurs comme Hugh McLennan, Donald Creighton et E.C. Hughes la supposée image d'épinal opposant les pieux porteurs d'eau canadiens-français aux rapaces Britanniques, maîtres de l'économie. Pour aller y voir de plus près, j'ai repris les chiffres de Rudin sur la distribution des occupations en 1871. J'ai regroupé les gens à l'aise (manufacturiers et commerçants, cols blancs, professionnels, artisans), et les pauvres diables (ouvriers semi-qualifiés, journaliers, domestiques).[4] La catégorie « à l'aise » compte pour 25.8% de la main-d'œuvre québécoise de l'époque. Les moins bien représentés dans cette strate, le fond du panier en somme, ce sont les Canadiens français, à 22.8%. Chez les Anglais proprement dits, la proportion de gens à l'aise est de 45.2%. Ensuite viennent les Irlandais catholiques (surtout artisans et boutiquiers plutôt que grands patrons), puis les Écossais,[5] et enfin, sans doute refoulés à la fois par leurs anciens compatriotes (catholiques) et par leurs nouveaux (de Grande-Bretagne), les Irlandais protestants. De fait, une fois franchi le *no man's land* entre « Français » et « Anglais », les clivages entre ces derniers favorisent tendanciellement 1. les protestants et 2. les plus anciennement arrivés.

4. Les cultivateurs ont été mis de côté parce qu'il n'est pas possible d'y distinguer le gros *farmer* du petit habitant-colon.

5. Beaucoup de cultivateurs prospères sont Écossais et ne sont pas comptés ici.

Les journaliers constituent sans doute la catégorie la plus généralement misérable. Je me suis livré à tout un exercice pour en reconstituer la distribution à partir des données du livre (au tableau 2) et de quelques hypothèses réalistes. Et voici ce que cela donne: 82% d'entre eux sont des Canadiens français. Ensuite, viennent les Irlandais catholiques (7.5%). Les Écossais (très portés sur l'agriculture) comptent pour la plus petite part des journaliers; 4.1% sont d'origine anglaise; les Irlandais protestants sont encore moins nombreux mais on sait qu'ils dominent la domesticité: leur religion et leur langue, conjuguées à leur statut ethnique inférieur, les rend sans doute agréables aux familles bourgeoises anglo-protestantes. Pour moi, cela veut dire concrètement que si on imagine un chantier rigoureusement moyen de 1 000 journaliers —disons, la construction d'un canal — vous aurez 820 Canadiens français sur le pic et la pelle, contre 160 ouvriers de langue anglaise (dont 111 Irlandais). Les Anglais et les Écossais ne contrôlent pas seulement les grandes affaires mais une bonne partie des petites: à Saint-Eustache, Saint-Benoît, Sainte-Scholastique, ils comptent pour le tiers des *businessmen*, alors que seulement 4% des habitants sont de langue anglaise. Ils contrôlent aussi l'agriculture commerciale moderne [6] et la crème des terres du Québec dans les Cantons de l'*Ouest*, c'est-à-dire les *Eastern Townships* et l'ouest de Montréal, au nord comme au sud du fleuve. À la veille de la Confédération, écrira Rudin lui-même, un réseau commercial et financier s'étend de Sarnia à l'Atlantique et sa tête est à Montréal. Il est anglo-écossais et protestant. Les autres, en gros, scient du bois, portent de l'eau, tirent les vaches à trois trayons, et grapillent dans le commerce du coin et la boutique. En 1871, 94% des Irlandais de Sainte-Anne ont au moins un enfant de plus de onze ans à l'ouvrage, les garçons dans les « *shops* », les filles, domestiques; et on se doute bien qu'en ville, les familles ouvrières « françaises » ont droit à la même productivité. Les statistiques, en somme, voient peut-être moins clair que les écrivains comme McLennan. Elles vous mettent le père Ovide, aubergiste, dans la même catégorie que John Molson (manufacture/commerce) et, de fil en aiguille, elles vous poussent à des conclusions tout à fait fondées mais radicalement trompeuses. Par exemple:

> « La structure occupationnelle générale de la population d'origine britannique en 1871 ne différait pas tellement de la structure de la population française. De fait, il y avait des différences plus significatives à l'intérieur de la population de langue anglaise qu'entre les Anglais et les Français. Prenez par exemple la profession de journalier, où l'écart français/anglais était relativement minime comparé à ce qu'il était entre les Irlandais catholiques et les Écossais. » (P. 70.)

On comprend que l'expression « *equal opportunity* » n'ait pas été inventée au Québec. Le problème, aurait-on presque envie de dire, ne se posait même pas. Je ne nie aucunement la nécessité de rétablir les réalités du Québec anglais,

6. 60 lb de beurre par vache chez les Anglais des Cantons en 1851; 16 lb par vache chez les habitants de Saint-Denis.

toujours plus diversifié et moins cohésif que ne laissent croire les préjugés séculaires. Mais de là à noyer complètement la pilule d'huile de foie de morue westmountoise dans l'eau de rose chiffrée, *y'a toujou des zimites!* Le poids démographique et le poids sociologique ne sauraient se réduire aux mêmes mesures.

La culture protestante

Ceci dit, il ne fait pas de doute que le facteur principal d'émergence des Deux Solitudes et, par ricochet, de l'intégration du Québec anglais n'a pas d'abord été celui de la langue, mais la religion — les Irlandais catholiques seront les mieux placés pour l'éprouver. Et l'agent principal qui a conduit les protestants à faire front commun, puis à absorber à peu près tous les immigrants, c'est l'Église ultramontaine canadienne-française. (Le Québec a la faveur des dieux. Rares sont les peuples disposant ainsi d'une Église bouc émissaire qui n'est plus là pour se défendre et qu'on peut accabler sans risque de tous les défauts qu'on voudrait renier. Nos camarades anglais devraient suivre notre exemple et lui accrocher également leurs péchés. Cela nous fournira un terrain commun de réconciliation. Quant à la victime du sacrifice, elle est déjà damnée ; alors, un de plus, un de moins...)

Car rien ne prédisposait les « Anglais » à l'harmonie et à la solidarité. À Londres, en 1760, les luttes du siècle précédent entre les libéraux protestants et la monarchie des Stuart, à penchants catholiques, restaient fraîches à la mémoire. On redoutait aussi les presbytériens d'Écosse et les méthodistes américains, avec leurs chicanes sur la relation Église/État. Pour parer d'avance au désordre, la Proclamation royale de 1763 avait « établi » l'anglicanisme comme Église officielle, reconnue et supportée par l'État. Ce décret, comme bien d'autres, ne fut pas appliqué — trop d'indigènes réfractaires, trop d'Écossais. Après la révolution des Treize Colonies, et pour prévenir la propagation possible d'un protestantisme par trop démocratique, l'Acte Constitutionnel de 1791 voulut ancrer plus solidement l'encadrement anglican ; des terres furent mises de côté pour l'Église, et le Gouverneur devait voir à ériger un *parsonage* par comté. La loi se méritera une négligence discrète, au Québec en tout cas, puisqu'en Ontario, la riche et puissante Église anglicane sera assimilée aux spéculateurs fonciers du *Family Compact* lors des Rébellions de 1837.

Le véritable champ de bataille où se décidera l'avenir culturel du Québec anglais, c'est l'école. En 1801, l'État fonde l'Institution royale, chargée de supporter et d'inspirer les écoles déjà mises sur pied par les congrégations locales. Son premier principal est aussi le premier évêque anglican, Jacob Mountain (celui qu'honore la petite rue yuppie « de la Montagne » [*sic*], à Montréal). Invités à inspecter les écoles subventionnées, les évêques français,

méfiants envers tout ce qui ressemblerait à de la cooptation, font la sourde oreille : première erreur. Pourtant, l'occasion eût été belle de semer la pomme de discorde : les autres dénominations protestantes trouvent l'Institution royale trop anglaise, trop anglicane. Beaucoup d'écoles privées (*church-schools*) préfèrent garder leur indépendance. Les Rébellions vont stimuler l'esprit de collaboration chez les protestants. Le régime de l'Union institue un seul système scolaire canadien,[7] chapeauté par deux corporations, une catholique et une protestante, qui donneront un peu plus tard les deux comités informellement indépendants du Conseil de l'instruction publique (1859). Cela force déjà les protestants à composer les uns avec les autres, d'autant qu'avec le temps, les liens avec les Églises-mères (d'Écosse, d'Angleterre, des États-Unis) se sont relâchés. Et puis, le regain ultramontain, sous la férule du redoutable Ignace Bourget, accompagné d'une croisade colonisatrice canadienne-française, incite les protestants à serrer les rangs — ne serait-ce que pour protéger les droits des écoles dissidentes des régions périphériques.

Cette collaboration protestante, induite en quelque sorte sous pression ambiante, viendra asseoir le fameux système d'institutions civiles autonomes où le Québec anglais fonde encore de nos jours sa fierté identitaire ; elle ne s'arrêtera pas au domaine scolaire, mais débouchera aussi sur la fondation d'œuvres de charité, d'hospices, d'hôpitaux, et de ces joyaux que sont l'Université Bishop's (anglicane, quand même, en 1850) et, bien entendu, McGill, en 1852. La Confédération confirme la poussée intégratrice : on voit venir la juridiction provinciale sur l'éducation et les affaires sociales et, pour sauver d'avance les meubles, le principal de McGill, Dawson, fonde une association de défense des intérêts protestants. On connaît la suite. Notons que les clauses pertinentes de l'A.A.N.B. seront tenues pour insuffisamment fermes par les protestants ;[8] ce doit être pour cela qu'on se bat encore autour d'elles dans les prétoires de 1986.

L'anglicité des autres

Et les catholiques de langue anglaise là-dedans ? Eh bien, mon dieu, qu'ils s'arrangent. Vingt-cinq mille immigrants Irlandais meurent à la Grosse-Île — centre de quarantaine — en 1847 : la nature et la qualité du service maritime apportent déjà une réduction du problème. Ceux qui débarquent sont bien reçus. M^gr^ Plessis, en 1823 : « [les prêtres] qu'ils ont amené sont la lie du clergé irlandais, comme [les Irlandais d'ici] sont la lie de la population » (cité, p. 113).

7. En dehors de Montréal et Québec, la loi permet l'établissement d'écoles dissidentes (*dissentient schools*). Il y en aura 190 en 1867.

8. Galt songera même à une sécession des enclaves protestantes.

À Montréal, Mgr Bourget, convaincu que la langue est gardienne de la foi, craint encore plus les Irlandais que les autres Britanniques. Sur le terrain, journaliers, bûcherons et colons pauvres « canayens » et irlandais se cognent sur le beigne : bagarres sur les chantiers de Lachine et de Beauharnois, *Shiner's War* dans la vallée de l'Outaouais. Malgré tout, certains traits culturels, où se conjuguent l'héritage catholique avec les réflexes du colonisé, rapprochent les uns et les autres. En 1931, 15% des Irlandais sont assimilés au groupe de langue française, contre 9% pour ceux de Grande-Bretagne. Et Rudin rappelle que plusieurs Irlandais continueront à voter Patriote quand presque tous les « Anglais » se seront détournés de Papineau. Le discours d'un Patriote, devant l'épidémie de choléra de 1832, laisse voir que la politesse ne leur est pas toujours rendue :

> « Cela ne suffisait pas [aux Anglais] d'envoyer parmi nous d'avaricieux égoïstes [...] pour s'enrichir aux dépens des Canadiens et les réduire ensuite en esclavage ; il leur faut aussi se débarrasser de leurs mendiants et les jeter sur nos rivages par milliers ; il faut qu'ils nous envoient ces misérables qui, après avoir partagé le pain de nos enfants, les assujettiront aux horreurs de la misère et de la famine ; il leur faut faire plus encore, en nous envoyant dans leur train la pestilence et la mort. » (Cité p. 133.)

À la veille de la Confédération, quelques leaders irlandais suggèrent d'organiser le système scolaire sur une base linguistique aussi bien que religieuse. Ils prêchent dans le désert : dernièrement encore, les protestants ont refusé leur support aux anglo-catholiques prêts à un redécoupage linguistique des commissions scolaires. Les anglo-catholiques, incapables de se payer l'école privée, seront méprisés par les deux confessions dominantes jusqu'en 1931, alors que s'ouvrent les portes du premier *high school* catholique (avec l'aval de l'Église canadienne-française, qui craint de voir les Italiens, cette fois, corrompre l'homogénéité des écoles catholiques). L'école s'appelle d'Arcy McGee, du nom d'un Canadien irlandais réputé. C'est trop tard pour ses congénères : avec le déclin des chantiers maritimes, de l'industrie du bois équarri et de la construction des canaux après 1860, les Irlandais quittent les régions périphériques — Québec surtout — et vont s'installer à l'extérieur de la Province. À Montréal, alors que la population d'origine anglaise se multiplie presque par dix (912%) entre 1871 et 1941, celle des Irlandais ne double même pas (92%).

Les Juifs (dont le talent pour la conspiration planétaire est pourtant reconnu, encore de nos jours, par M. Jim Keegstra, d'Alberta) auront aussi toutes les peines du monde à se tailler une place dans l'anglicité québécoise. Ils arriveront par vaguelettes successives depuis 1870 jusqu'à 1930, pour s'installer presque exclusivement à Montréal. Ils s'adressent spontanément aux écoles protestantes, parce que c'est là qu'on parle la langue du continent et parce que la confessionnalité plus agressive des écoles catholiques serait encore moins confortable pour eux. L'Église ne demande pas mieux que de les accommoder : en 1903, la législature provinciale décrète qu'aux fins scolaires, les Juifs seront

officiellement tenus pour protestants. Au début, les protestants se félicitent d'élargir par là leur base de fiscalité, mais ils déchanteront bientôt. En 1920, les élèves juifs comptent pour 40% des inscrits et la plupart sont issus de familles pauvres peu douées pour la taxation. Quand, par-dessus le marché, les leaders juifs se mettent à demander des sièges aux conseils scolaires, on court au Conseil privé faire déclarer la loi de 1903 anticonstitutionnelle. Coincée, la Province augmente, en 1930, les subventions aux écoles protestantes, histoire de les soulager d'une charité chrétienne trop pesante.[9] Quant à l'accès de représentants juifs aux postes de commissaires, ce n'est qu'en 1965 qu'on arrêtera les règles à ce propos. McGill, dépourvue de recours constitutionnels, limitera les contingents de Juifs admissibles. Ces embûches ne les empêcheront pas de réussir: en 1971, 31% d'entre eux compteront aux rangs des cols blancs et professionnels — deux fois plus que dans la population totale. Mis à part quelques Franco-Maghrébins venus après la Guerre, les Juifs ne se sont pas assimilés au Québec français. Le communautarisme nationaliste les horripile — qu'il s'investisse, comme autrefois, dans une tradition confessionnelle ou, plus récemment, dans le « goût » d'un État « authentiquement québécois ». Est-ce pour cette raison que 18 000 d'entre eux (sur 75 000) ont quitté la Province entre 1971 et 1981?

Un espace rétréci

Il est en effet difficile d'évaluer la part qu'a pu tenir l'inconfort politique dans l'exode important de la population de langue anglaise au cours de la décennie passée — un drame pour tous ceux qui sont restés, « Français » comme « Anglais ». On a souvent souligné qu'il coïncidait aussi bien avec une des pires périodes de stagnation conjoncturelle de l'économie depuis la fin de la Guerre; l'homogénéité linguistique du continent offre, en pareilles circonstances, un marché élargi aux unilingues anglophones, déjà plus mobiles en raison d'un niveau de scolarisation ou d'expertise professionnelle élevé. 57% des « Anglais » qui ont quitté le Québec entre 1976 et 1981 avaient au moins un an d'études universitaires (la proportion n'était que de 4% chez les émigrés de langue française). De plus, ajoute Rudin, « une importante proportion était unilingue et à revenus élevés ».

D'autres tendances politico-économiques, structurelles celles-là et remontant bien avant la décennie soixante-dix, avaient contribué à resserrer graduellement l'espace social anglais au Québec. Le retranchement sur Montréal, pour commencer. La Confédération, écrit Rudin, « fut en quelque sorte conçue par et

9. Cette rigueur financière ne fléchira pas. En 1980, alors que les impôts scolaires perçus auprès des entreprises rapportent $ 16 par étudiant au P.S.B.G.M. et $ 9 à la C.É.C.M., les leaders protestants réclameront la totalité des taxes imposées aux compagnies dont les propriétaires sont protestants.

pour le bénéfice des leaders du milieu des affaires anglais de Montréal». *In certain respects*, en effet, les crédits publics fédéraux ont bâti les empires privés du Canadian Pacific Railway, Bank of Montreal, Vickers, etc., tous aux mains des cliques montréalaises. Beaverbrook (Canada Ciment, 1909), Holt (Mtl Light, Heat and Power, 1901) et combien d'autres se sont si bien tirés d'affaire qu'au début de ce siècle, 70% du capital canadien était contrôlé à partir de *St.James Street*. Même les « Anglais » de condition modeste ont profité de l'ascension de la grande bourgeoisie de Montréal, car ils ne trouvaient pas seulement auprès d'elle de meilleurs emplois, mais aussi des institutions éducatives ou socio-sanitaires privément financées, offrant des services de qualité supérieure à ce que l'Église ou le gouvernement provincial offrait aux parlant-français. En 1931, un « Anglais » sur trois occupe une fonction de col blanc, de cadre ou de professionnel ; le chiffre équivalent pour les « Français » : 12%. Dix ans plus tard, les proportions sont de 42% et de 22% respectivement ; les « Français » stagnent au même pourcentage jusqu'en 1961, alors que, chez les « Anglais », presque un sur deux (46%) a atteint les niveaux supérieurs d'occupation.[10]

Pareil succès ne peut avoir qu'un effet magnétique, tant sur la diaspora périphérique de langue anglaise que sur les immigrants. La communauté de la ville de Québec n'est pas arrivée à se renouveler après le départ des Irlandais ; les banquiers qui y étaient installés ont déplacé leurs sièges sociaux à Montréal. Les entrepreneurs des Cantons-de-l'Est ont dû faire de même, et sinon, leurs compagnies sont passées aux mains de capitalistes montréalais et torontois. Beaucoup de fermiers « ont vendu », soit sous la pression démographique des immigrants canadiens-français, soit en cédant à l'attrait des Prairies. Les institutions régionales ont souffert de ce drainage, et les jeunes ont commencé à chercher ailleurs leur chemin. En Gaspésie, les coopératives de pêcheurs ont occupé la place abandonnée par l'empire des Robin, et avec le développement minier et forestier de l'intérieur, les côtiers de langue anglaise se sont retrouvés marginalisés. Il n'y a guère que dans l'Outaouais où la communauté anglaise a résisté ; mais l'Outaouais, n'est-ce pas, c'est déjà la porte qui se referme sur le Québec et s'ouvre sur le continent. En somme, au seuil de la dernière guerre, le Québec anglais est disproportionnellement concentré à Montréal et aux environs. Et malgré l'immigration internationale, cette proximité ne peut qu'encourager l'intégration sociale du milieu. Indice révélateur, peut-être : alors qu'auparavant et en dehors des moments de crise (Confédération, conscription) l'électorat anglais votait de façon diversifiée et passablement similaire à celle de l'électorat français, Rudin remarque que, depuis 1940, les comtés à majorité anglaise tendent à voter en bloc pour le Parti libéral, à Ottawa comme à Québec. Comportement d'assiégés? Quoi qu'il en soit, il ne date pas de la rumeur péquiste.

10. Ces données ne valent que pour la population masculine et en dehors de l'agriculture.

Ce n'est pas tout. À l'échelle internationale, les réseaux capitalistes montréalais débouchaient surtout vers l'Angleterre — atavisme de l'âge d'or de l'Empire d'Albion. Mais, au lendemain de la première guerre mondiale, les États-Unis prennent le relais ; ce qui favorise le capital ontarien, traditionnellement associé aux Américains. Rudin rapporte que, dès 1920, l'emploi manufacturier est plus important à Toronto qu'à Montréal ; en 1930, Toronto prend le pas pour ce qui a trait au volume (en dollars) d'actions transigées ; en 1960, Toronto accueille un nombre plus élevé de sièges sociaux majeurs que sa concurrente. Toujours pas de péquistes en vue. Mais le soleil des Affaires se couche de plus en plus tôt sur Montréal : il tire à l'Ouest. Entre-temps, le rôle des États provinciaux s'accroît dramatiquement partout au Canada, et celui du Québec rattrape après 1960 le retard relatif pris sous Duplessis. Dans les quinze ans qui viennent, l'emploi privé dans les compagnies transprovinciales (traditionnelle chasse gardée des « Anglais ») perd 10% du marché du travail ; pour la première fois dans l'histoire, la mobilité professionnelle s'accroît plus rapidement chez les Québécois de langue française, qui profitent de l'expansion des services para-publics de juridiction provinciale. Faut-il le souligner : les investissements en éducation, dans le domaine socio-sanitaire et dans l'aménagement urbain et régional n'ont pas grand'chose à voir avec le nationalisme indigène. Ce courant a emporté tous les pays capitalistes, sinon du monde entier, depuis le milieu de ce siècle. Les élites technocratiques d'expression française en ont profité : l'État passait, on n'avait qu'à rassembler la nation derrière soi pour bondir. En face, chez les « Anglais » les plus incrustés dans le *business as usual*, c'est le service Montréal-Toronto des camions Brink's (pourtant régulier depuis des années) qu'on a décidé de remarquer soudain. Il fallait bien trouver des coupables au déclin d'une communauté certes diversifiée, mais tout de même trop longtemps habituée à faire son affaire des Affaires.

*
* *

Je me rends compte que me voici encore en train de consacrer l'image associant le Québec anglais à ses grands-bourgeois et au contrôle de l'économie privée. J'avais commis la même forfaiture en ces pages, en traitant du recueil de textes, aussi publié par l'I.Q.R.C., sous la direction de Gary Caldwell et Eric Waddell.[11] Rien ne me ferait tant plaisir que de corriger ces simplifications en tenant compte, par exemple, des débats d'opinion ou des engagements politiques de toute teinte qui n'ont jamais cessé d'animer nos concitoyens parlant anglais. Rudin consacre bien deux chapitres entiers à la vie politique — avant et après la Confédération — mais il s'en tient au nombre de députés élus selon le parti dans

11. Pendant des mois, j'ai craint que Caldwell ne lance contre moi ses hordes de sauvages Mérinos, toute laine hérissée ; j'espère que Rudin n'élève pas de tortues : j'entends déjà le fracas rageur des carapaces sur la route 20.

les comtés à majorité anglophone, une mesure trop grossière pour servir d'indicateur fidèle de l'opinion. On ne saurait le lui reprocher — il faut bien commencer quelque part. Mais ce genre de données n'autorise guère que des généralités : les ruraux anglais, comme leurs pareils français, sont portés à soutenir le parti au pouvoir ; sauf quand l'enjeu compte vraiment, les comtés anglais se répartissent à peu près comme les comtés français ; et ainsi de suite. À l'œil, et en taxant lourdement ma mémoire, j'ai eu l'impression que, si les résultats électoraux révèlent une constante de l'opinion anglaise, elle réside dans l'équilibre entre deux paramètres : l'opposition au nationalisme et le soutien au libéralisme économique. Comme les nationalistes québécois tendent réciproquement à privilégier les solidarités collectives sur les libertés individuelles, les esprits fins pourraient en conclure à une cohérence profonde du comportement électoral anglais. Pas moi : je manque d'information. On attend aussi avec impatience les études qui nous raconteront l'histoire des remarquables institutions que la société civile d'expression anglaise s'est données : les universités, les œuvres de bienfaisance, les journaux, les maisons d'édition, les organismes voués aux arts, etc.

Pour l'heure, l'ouvrage de Ronald Rudin offre une très bonne introduction générale à l'histoire du Québec anglais. Assez élégamment écrit pour intéresser un public élargi, il sera aussi utile aux professeurs et aux étudiants qui cherchent une matière déjà organisée systématiquement et didactiquement. Espérons que nul sénateur n'aura à faire la grève de la faim pour forcer le Secrétariat d'État à en subventionner la traduction avant les calendes grecques.

Jean-Jacques SIMARD

Département de sociologie,
Université Laval.